



CHAPITRE 38

Loi modifiant la Loi concernant les prêts agricoles

[Sanctionnée le 31 juillet 1964]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.
114, a. 5,
remp.

1. L'article 5 de la Loi concernant les prêts agricoles (Statuts refondus, 1941, chapitre 114), abrogé par l'article 2 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 32, est remplacé par le suivant:

Autorisa-
tion à
payer cer-
tains inté-
rêts.

"5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser l'Office à payer, à compter du 1er mai 1964, sur les prêts consentis à des anciens combattants à titre de cultivateurs à plein temps de cette province, après le 26 juin 1954, sous le régime de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants (Statuts révisés du Canada, 1952, chapitre 280), la différence entre l'intérêt annuel de deux et demi pour cent et celui dû sur ces prêts.

Restric-
tion.

Cette différence n'est payée que sur un prêt n'excédant pas quinze mille dollars et, si le prêt excède ce montant, elle n'est payée que sur une partie de l'intérêt proportionnelle à la fraction du prêt correspondant à quinze mille dollars.

Applica-
tion à cer-
tains
prêts.

Pour l'application du second alinéa aux prêts consentis avant le 1er mai 1964, le solde du principal à cette date est considéré comme le montant du prêt."

CHAPTER 38

An Act to amend the Act respecting Farm Loans

[Assented to 31st July 1964]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 5 of the Act respecting Farm Loans (Revised Statutes, 1941, chapter 114), repealed by section 2 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 32, is replaced by the following:

R.S., c.
114, s. 5,
replaced.

"5. The Lieutenant-Governor in Council, on such conditions as he shall determine, may authorize the Bureau to pay, as from the 1st of May 1964, on loans made to veterans as full-time farmers of this Province, after the 26th of June 1954, under Part III of the Veterans' Land Act (Revised Statutes of Canada, 1952, chapter 280), the difference between the annual interest of two and one-half per cent and that owing on such loans.

Authori-
zation of
certain in-
terest pay-
ments.

Such difference shall be paid only on a loan not exceeding fifteen thousand dollars and, if the loan exceeds such amount, it shall be paid only on a portion of the interest proportionate to the fraction of the loan corresponding to fifteen thousand dollars.

Restric-
tion.

In applying the second paragraph to loans made before the 1st of May 1964, the balance of the principal on that date shall be considered as being the amount of the loan."

Applica-
tion to
certain
loans.

S.R., c.
114, aa.
16 et 17,
remp.

2. Les articles 16 et 17 de la dite loi, abrogés par l'article 3 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 32, sont remplacés par les suivants:

Hypo-
thèque
non inva-
lidée.

"16. L'hypothèque qui garantit un prêt hypothécaire consenti par la Société à un cultivateur de cette province, après le 1er mai 1964, n'est pas invalidée par le défaut d'obtention ou d'enregistrement d'un certificat du percepteur des droits sur les successions ou du percepteur du revenu de la province.

Présomp-
tion de
propriété.

"17. Toute personne en possession continue, paisible, publique, non équivoque et à titre de propriétaire, par elle-même ou par ses auteurs, depuis au moins dix ans, d'un immeuble situé dans les districts électoraux de Bonaventure, de Gaspé-Nord, de Gaspé-Sud et des Iles-de-la-Madeleine, est, pour les fins d'un prêt consenti par la Société, réputée propriétaire de cet immeuble et peut valablement l'hypothéquer en garantie de ce prêt."

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

2. Sections 16 and 17 of the said act, R.S., c. 114, ss. 16, 17, repealed by section 3 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 32, are replaced by the following:

"16. The hypothec securing a hypothecary loan made by the Corporation to a farmer of this Province, after the 1st of May 1964, shall not be invalidated by failure to obtain or to register a certificate of the collector of succession duties or of the collector of provincial revenue.

"17. Every person in continuous, peaceable, public and unequivocal possession, as proprietor, by himself or through his predecessors in title, for at least ten years, of an immovable situated in the electoral districts of Bonaventure, Gaspé-North, Gaspé-South and the Magdalen Islands, shall, for the purposes of a loan made by the Corporation, be deemed to be the owner of such immovable and may validly hypothecate it as security for such loan."

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.